

Monsieur Philippe LEPINAY
Président de la FAS
45, rue de Villiers
92200 NEUILLY SUR SEINE

Paris, le

17 AVR. 2012

Monsieur le Président,

Vous avez souhaité attirer mon attention sur la question importante de l'actionnariat salarié et sur sa place en France. Ce mode d'association des salariés est un outil clé pour de nombreuses entreprises, qui y trouvent tout à la fois un outil de motivation permettant l'association aux performances et un instrument du développement d'un actionnariat stable et de long terme, même minoritaire. Au sens plus global, l'épargne salariale, dont l'actionnariat salarié constitue une composante toute particulière qu'il convient d'apprécier en tant que telle, contribue aujourd'hui au financement de notre économie aux travers des fonds investis par les salariés, notamment via les plans d'épargne salariale et leurs supports de placements.

L'ensemble de ces dispositifs forme aujourd'hui un paysage complet permettant de mieux associer les salariés au fonctionnement de leur entreprise. Dans le même temps, au regard du contexte économique et de la situation des marchés financiers, ces mécanismes parfois complexes doivent demeurer strictement encadrés et régulés afin d'éviter de fragiliser des salariés déjà confrontés à des situations difficiles. La question de la liquidité des titres détenus par les salariés dans les sociétés non cotées est à ce titre un enjeu tout à fait essentiel. Je partage votre analyse sur ces points.

Vous vous interrogez également sur le régime social dont bénéficient ces dispositifs et plus globalement sur l'orientation de l'épargne des particuliers. L'épargne salariale bénéficie aujourd'hui d'un cadre fiscal et social très favorable. Dans le contexte budgétaire que vous connaissez, j'ai souhaité proposer un chemin clair de réduction des déficits. J'ai également fixé un principe de justice et c'est dans ce sens qu'il apparaît nécessaire non pas de remettre en cause ces dispositifs mais d'en adapter le régime. Nous envisageons ainsi une réévaluation des avantages sociaux de l'épargne salariale. L'intéressement et la participation doivent contribuer pour une part au financement de notre régime de protection sociale.

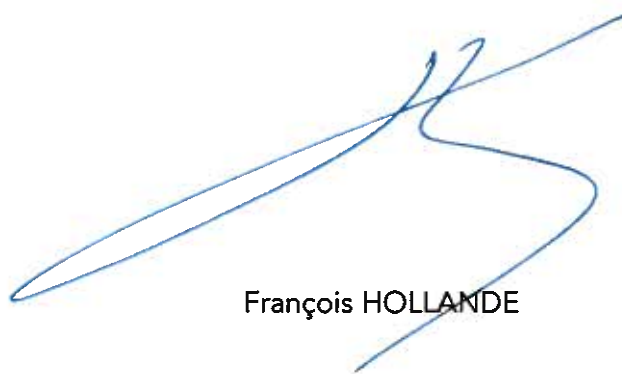
.../...

S'agissant de l'orientation de l'épargne, mes propositions concernant le livret A ou encore la création du livret d'épargne industrie ont deux objectifs : garantir l'épargne populaire et permettre le financement des grandes priorités, à savoir le développement du logement social et le financement de nos PME et ETI, particulièrement dans le domaine industriel. Ces objectifs me semblent complémentaires de ceux attribués à l'épargne salariale, notamment le financement de l'économie et la constitution pour les salariés, avec l'aide de leur entreprise, d'une épargne de moyen ou long terme.

Vous m'interrogez par ailleurs sur la présence des salariés dans les instances dirigeantes des entreprises, spécifiquement sur la place des administrateurs actionnaires salariés. Le seuil de 5% de détention du capital par les salariés permettant l'accès aux fonctions d'administrateurs a constitué lors de sa mise en place une première étape, mais je souhaite aujourd'hui aller plus loin. Je propose ainsi d'instaurer par la loi la participation des salariés aux conseils d'administration et aux comités de rémunération des grandes entreprises. Cette proposition, j'en ai fait l'un des objectifs de ma première année de mandat. D'ici à juin 2013, je souhaite ainsi inscrire cette avancée importante pour les droits des salariés dans la loi de développement économique et social que j'ai proposée.

S'agissant enfin de la représentation des associations d'actionnaires salariés comme acteurs de la gouvernance d'entreprise, vous savez mon attachement au respect et à la promotion des droits des salariés. Dans ce cadre, il m'apparaît tout à fait essentiel que les actionnaires salariés et plus généralement les épargnants soient représentés notamment au sein de l'Autorité des marchés financiers qui doit continuer de jouer un rôle important de régulation et de protection de l'épargnant.

Dans l'espoir de pouvoir approfondir conjointement notre réflexion sur ces sujets, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses et cordiales salutations.



François HOLLANDE